



Parc national
du Mercantour

Décision individuelle N° 2025-341

Pétitionnaire : société SAF Hélicoptères, Groupe S.A.F représentée par son président Monsieur Tristan SERRETTA, pour le compte de l'entreprise EIFFAGE, du Département des Alpes-Maritimes et du gardien du refuge de Nice

Adresse : Aéroport de Cannes Mandelieu – 06150 CANNES LA BOCCA

Nature de la demande : survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national

Intitulé du projet : survol d'approvisionnement du chantier de restauration du sentier d'accès au refuge de Nice et de ravitaillement en denrées et gaz du refuge de Nice

Localisation : sentier et refuge de Nice - commune de Belvédère

La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 3 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu la décision n°2022-176 autorisant le Département des Alpes-Maritimes à effectuer des travaux de sécurisation et de restauration des sentiers pédestres inscrits au PDIPR et situés dans le cœur du parc national, modifiée par la décision individuelle n°2022-196,

Vu la décision n°2024-406 du 15 novembre 2024 modifiant la décision n°2019-41 autorisant des travaux de réfection de sentiers pédestres dans le cœur du parc national,

Considérant la demande de survol formulée en date du 12 septembre 2025 par Monsieur MADZIA Mika, représentant l'entreprise EIFFAGE Route Méditerranée, pour le compte du Département des Alpes-Maritimes, ayant pour prestataire de survol la société SAF Hélicoptères,

Considérant la demande de survol formulée en date du 16 septembre 2025 par le gardien du refuge de Nice, Monsieur FOURNIER Christophe,

Considérant que les demandes concernent des héliportages d'acheminement de matériaux nécessaires à la réalisation du chantier autorisé par la décision sus-visée et de ravitaillement du refuge de Nice, pendant la période comprise entre le 1^{er} juin et le 15 octobre telle que définie par la modalité d'application de la réglementation en zone cœur n°29,

Considérant que le refuge de Nice est un établissement commercial autorisé au titre de l'annexe 5 de la charte du Parc,

Considérant qu'à la période de survol envisagée, les ongulés sauvages dont les Bouquetins des Alpes et les grands rapaces rupestres, dont l'Aigle Royal, sont sensibles à tout dérangement et qu'il convient à ce titre, de les préserver des dérangements anthropiques par l'intermédiaire de prescriptions spécifiques aux plans de vols de l'hélicoptère,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La société SAF Hélicoptères, Groupe S.A.F représentée par son président Monsieur Tristan SERRETTA, est autorisée à effectuer des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national, ayant pour objet l'approvisionnement du chantier de restauration de l'accès au refuge de Nice et le ravitaillement dudit refuge en denrées et gaz, sur la commune de Belvédère, pour le compte de l'entreprise EIFFAGE, du Département des Alpes-Maritimes et du gardien du refuge de Nice, Monsieur FOURNIER Christophe.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. Éléments d'identification de l'aéronef

nom du pilote : BURGIO Patrice
type d'appareil : Ecureuil AS350 B3 noir, rouge et blanc
n° de l'appareil : F-HHMC / F-GSDG

2.2. Les trajectoires de vol seront strictement réalisées conformément au plan annexé à la présente. Sauf cas de force majeure relevant de la sécurité du vol, aucune autre trajectoire de vol entre les lieux de départ ou d'arrivée n'est autorisée à moins de 1000 m du sol au-dessus du cœur du parc national.

2.3. Nombre total de rotations autorisé :

- 40 rotations pour le ravitaillement du chantier (big-bag de pierres) ;
- 2 rotations pour le ravitaillement du refuge de Nice.

2.4. Les éventuels vols de liaison non chargés sont réalisés en reprenant l'itinéraire d'accès autorisé puis en volant en-dehors du cœur ou à une altitude supérieure à 1000 mètres du sol.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour le **mercredi 17 septembre 2025**.

En cas de force majeure, le report des survols **après cette date** est autorisé sous réserve d'informer les services territorialement concernés du Parc national du Mercantour par écrit et 24h à l'avance.

Contact :

-Service territorial Vésubie

chef de service par interim : OPOLKA Boris (boris.opolka@mercantour-parcnational.fr)

adjoint : LURION Raphaël (raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr ; 06.46.45.64.82)

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 16 septembre 2025

La directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS

Copies :

- Service territorial Vésubie
- Eiffage
- M. CHAUDET Julien
- Refuge de Nice (M. Fournier Christophe)

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.



ANNEXE - DECISION N° 2025-341

PLAN DE VOL "DZ COUNTET" --> "CHANTIER ACCES AU REFUGE DE NICE ET REFUGE DE NICE"

